

Le covid, une longue crise pour les libertés

ÉCRIT PAR JULIEN DURY, AFP EDNH

6 janvier 2022



Paris – Confinements, pass sanitaires... En deux ans, la crise du covid-19 a déclenché une vague exceptionnelle de restrictions, marquant un recul des libertés publiques jusqu'alors difficile à envisager dans les pays démocratiques.

“On s’était progressivement habitué à être une société d’individus libres, nous sommes une nation de citoyens solidaires”, lançait, fin 2020, pour justifier les restrictions le chef de l’Etat français, Emmanuel Macron. Un an plus tard, il assumait le passage à “une société de vigilance”.

Tenus par le dirigeant de l’une des principales démocraties mondiales, ces propos illustrent combien la crise sanitaire a fait accepter de vastes restrictions aux libertés.

Dès le début de la pandémie, de nombreux pays ont instauré des confinements ou des couvre-feu, obligeant leurs habitants à rester chez eux de façon plus ou moins stricte.



Contrôle des pass sanitaires ou des tests de moins de 48h pour accéder à une salle de cinéma, à Montpellier, dans le sud de la France, en juillet 2021 AFP/Pascal Guyot

Un autre type de contrainte est apparu en 2021: le pass sanitaire, qui impose d'être vacciné ou testé négativement au covid pour entrer dans des lieux comme les restaurants et cinémas. Des pays comme la France envisagent même le durcir en le limitant à la seule vaccination.

Certains États, comme l'Australie ou la Chine, ont assumé une stratégie "zéro covid" qui, pour éviter toute diffusion du virus, suppose le retour régulier de stricts confinements, ainsi que de lourdes quarantaines.

L'ensemble de ces mesures se justifie sur le plan sanitaire. La Suède, qui s'est longtemps distinguée par des mesures moins drastiques, a subi une plus lourde mortalité liée au covid que ses voisins scandinaves.

Les pays "zéro covid" ont considérablement limité les décès, même si leur stratégie a mal résisté à l'apparition de versions plus contagieuses du virus, comme les variants Delta et Omicron.

Initialement, ces restrictions ont aussi souvent obtenu un large aval des populations concernées, face au danger imminent entraîné par la maladie: le covid-19 a tué au moins 5,4 millions de personnes en deux ans selon des données officielles, peut-être deux à trois fois plus selon l'OMS.



Le monde face aux coronavirus, 6 janvier 2022

Mais l'adhésion a faibli avec le temps, comme en témoignent d'importantes manifestations en France et aux Pays-Bas, ou

certain résultats électoraux.

En Allemagne, le parti libéral FDP, distancé dans les sondages au début de la pandémie, a ainsi obtenu un bon score aux législatives de l'automne 2021 après avoir promu la défense des libertés publiques malgré la crise sanitaire.



Contrastes entre pays

Malgré ce retour de balancier, les conséquences pourraient être durables en matière de démocratie, selon plusieurs organisations de défense des droits humains.

Le recul des libertés *“risque de continuer quand la crise sanitaire se sera calmée, car il va être difficile de faire marche arrière sur les lois et règles mises en place”*, a prévenu l'ONG américaine Freedom House qui établit chaque année un tableau de la démocratie dans chaque pays.



Une pancarte *“le meilleur esclave est celui qui se pense libre”* lors d'une manifestation contre les restrictions sanitaires, le 20 novembre 2021 à Vienne, en Autriche AFP/Joe Klamar

L'ONG, qui avait déploré un recul de la démocratie et des libertés dans 80 pays, en octobre 2020, note que la crise sanitaire a accéléré une dérive autoritaire déjà entamée dans certains pays. Elle cite notamment le Sri Lanka. Selon elle, les autorités y ont pénalisé toute critique du discours officiel sur la pandémie et profité de celle-ci pour s'attaquer à la minorité musulmane sous des prétextes sanitaires.

L'impression d'un recul général de la liberté dans les démocraties comme les régimes autoritaires, doit cependant être nuancée. Les restrictions ont, en réalité, connu d'importantes variations d'un pays à l'autre.

En Europe, *“il y a les pays de l'Est qui s'y sont mis assez fort”*, résume auprès de l'AFP Raul Magni-Berton, politologue à l'Institut

d'études politiques de Grenoble. *"Mais la France était, à l'Ouest, la plus dure"*.

Avec d'autres chercheurs, M. Magni-Berton a examiné les mesures prises dans une quarantaine de pays européens en fonction de leur degré de sévérité.



Manifestation contre le pass sanitaire et l'obligation vaccinale pour certaines professions, à l'appel du mouvement "Les Patriotes", le 11 septembre 2021 à Paris AFP/Thomas Samson

Celui-ci dépend peu de la couleur du parti au pouvoir. Il n'est guère lié non plus à la gravité respective des situations sanitaires.

Deux facteurs accompagnent un plus grand respect des libertés. D'abord, un passé démocratique ininterrompu depuis plus d'un siècle, comme au Royaume-Uni ou en Suisse.

Ensuite, les restrictions tendent à être plus légères dans les pays où les décisions politiques sont moins aisées à imposer unilatéralement.

"L'idée, c'est avec combien de monde on est obligé de négocier", résume M. Magni-Berton.

Il s'agit soit de pays fédéraux comme l'Allemagne, soit de systèmes politiques très proportionnels où les gouvernements rassemblent des coalitions diverses. C'est le cas des Pays-Bas, même si ces derniers viennent de reprendre d'importantes contraintes face à l'essor d'Omicron.